



Conférence de presse 17 juin 2019

Communiqué de presse

Jeudi 6 juin, les services de Bercy de M Darmanin ont envoyé à l'ensemble des rédactions régionales et nationales les cartes 2019/2022 de la déconcentration de proximité avec un communiqué vantant l'augmentation « des points de contacts » de la DGFIP à l'horizon 2022.

En Saône et Loire, cette carte se traduit par :

- des suppressions des Services des Impôts des Particuliers à Autun, Charolles, Louhans, Montceau et implantation d'un SIP au Creusot concentrant les structures supprimées d'Autun et Montceau / Louhans est rattaché à Chalon / et Charolles à Paray ;
- des suppressions des Services des Impôts des Entreprises de Paray, Autun, Le Creusot, Charolles et Louhans et implantation à Montceau concentrant ces structures supprimées
- la disparition de 19 trésoreries (notamment Le Creusot, Montceau les Mines, Cluny, Cuisery, etc.) remplacées par des accueils de proximité.

La PROPAGANDE est évidente. Les cartes présentent une multiplicité d'« accueils de proximité » qui sont censés remplacer les trésoreries et les services fiscaux qui remplissaient un ensemble des missions dont celle essentielle de guichet de proximité ouvert à la population toute la semaine et libre d'accès. Ainsi, il est proposé un service au rabais autant aux citoyens qu'aux élus, qui seront reçus dans des conditions dégradées et incertaines. Les élus, jusqu'ici accompagnés par un interlocuteur unique, comptable et responsable, seront demain confrontés à des « conseillers de clientèle » qui assureront un service financier aussi périodique qu'incertain.

Derrière cette carte se cache la **DESTRUCTION** du maillage territorial actuel de la DGFIP qui permet un accueil généraliste tout au long de la semaine. En effet, le plan prévoit la suppression de 75 % des trésoreries ainsi que des fusions de services des impôts des particuliers et des entreprises.

L'Intersyndicale DGFIP 71 ne cautionnera et n'accompagnera jamais des projets qui pourraient mettre à mal notre administration et qui n'ont pour but final que la suppression massive d'emplois.

Nos propositions :

- **Une réelle concertation qui prend en compte la vie et l'avis des citoyens et des agents.** La carte diffusée crée des vides, des déserts administratifs, qui renforcent le sentiment d'abandon (qui s'est fait criant à travers le mouvement des gilets jaunes par exemple). Elle concrétise ainsi un service public à 2 vitesses :
 - avec un accueil au rabais sur des points de contact ponctuels et temporaires ;
 - et un accès dématérialisé, numérique.
- **Un service public des finances doté de moyens humains et budgétaires pour contribuer au rétablissement des finances publiques**, cœur même de nos missions. Les élus locaux doivent continuer à être accompagnés par des comptables responsables.
- **Maintien de l'existant avec augmentations des moyens pour faire vivre les points d'accueil :** ainsi réponse aux besoins des citoyens. A ce jour, nous n'avons aucune information sur les suppressions d'emplois.